



CLR- Union SNUI - SUD Trésor

Boite 29 - 80 rue de Montreuil 75011 PARIS - Tél. 01.44.64.64.44

Fax 01.43.48.96.16 - E-mail : clr@snuisudtresor.fr - [http://www.snuisudtresor.fr /cldr/](http://www.snuisudtresor.fr/cldr/)

MARE FISCUM, MARE NOSTRUM,
Bulletin National de Liaison du Comité des retraités

Décembre 2010

N° 41

EDITO

C'est la fin de l'année 2010

Cette année aura été marquée par le long conflit contre la réforme des retraites voulue et imposée par le Gouvernement Sarkozy, Fillon, Woerth. Marquée par de nombreuses et grandes manifestations rassemblant toutes les générations, rassemblant des salariés du privé, du public.

Dans le plus pur style incarné par Mme THATCHER en Grande Bretagne le gouvernement et sa majorité sont passés en force. Mais, alors que Mme THATCHER avait porté un coup terrible au syndicalisme britannique après l'échec des grèves de plus d'un an des mineurs Gallois et des dockers de Liverpool, on peut affirmer que le syndicalisme français ne sort pas affaibli de ce mouvement parce qu'il a su démontrer son unité d'action, sa capacité à argumenter, à faire des contre propositions. Au delà des grandes manifestations il a commencé à mettre en place d'autres types d'actions qui permettaient d'entretenir et de démontrer la contestation, tout comme les agents des impôts avaient su le faire pendant le long conflit de 1989 en multipliant, sur tout le territoire des actions locales de blocages, d'extériorisation, de leur mécontentement.

Le syndicalisme est et reste l'outil indispensable que se donnent ceux qui ne vivent ou qui n'ont vécu que du seul fruit de leur travail pour défendre leurs intérêts. Le syndicalisme devra encore répondre présent sur de très nombreux sujets et en particulier sur un sujet qui prend une ampleur importante, celui concernant la dépendance qui est directement lié à une évolution démographique sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Tout comme pour la réforme des retraites le sujet de la dépendance sera révélateur de choix de société essentiels. Le clivage se fera entre ceux qui considèrent que seul le recours à l'assurance privée est le remède et ceux dont nous sommes qui estiment que cela relève de la solidarité nationale. PROUDHON disait l'homme est groupe, Mme THATCHER disait il n'y a pas de société, il n'y a que des individus. Je préfère PROUDHON.

Une démocratie est faite de pouvoir et de contre pouvoirs et dans une démocratie le syndicalisme continuera d'être absolument indispensable, mais il n'a pas vocation à gouverner. C'est le rôle du politique mais, la mondialisation, l'Europe, la crise du système idéologique, l'attitude de nombreux hommes et partis politiques, tout cela amène trop de citoyens à un désenchantement, à un fatalisme certains, à une incroyance dans la capacité politique de pouvoir changer les choses. Ce serait pourtant la pire des situations que d'abandonner l'acte citoyen qui consiste à donner son avis en votant aux élections politiques même si l'on sait toutes les limites que cela comporte.

L'année 2010 s'achève, elle ne pourra pas être considérée comme une année qui aura vu triompher nos combats pour un monde plus juste, plus humain plus solidaire mais dans ce monde de violence économique et sociale faite à une majorité de plus en plus grande de gens, elle nous laissera le souvenir d'une chaleur collective trouvée dans les manifestations de millions de personnes.

Le Comité de Liaison des Retraités vous souhaite des fêtes de fin d'année également pleine de chaleur collective en famille, avec vos amis.

LA DEPENDANCE : Les revendications de l'UNIRS

Dans le bulletin N°37 (juillet-août 2010 page 4), nous vous présentions les éléments de réflexion et les propositions générales de la FSU qui demande la création d'un service public répondant aux besoins des retraités et personnes âgées.

Dans le bulletin N°39 (octobre 2010 pages 4 et 5), nous reprenions les positions communes de la FGR et des Unions Confédérales de Retraités qui présentaient un traitement complet sur la nécessité d'une réponse collective, solidaire et publique sur le problème de la dépendance.

Aujourd'hui nous vous rendons compte de la partie des travaux de l'UNIRS (Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires) consacrée à ses propositions de financement concernant la dépendance.

L'UNIRS préconise la mise en place d'une cotisation obligatoire pour toutes les personnes, sans limites d'âge, dès lors qu'il y a des revenus et/ou des patrimoines. Le financement serait exigé de tout le monde, basé sur tous les revenus, y compris les revenus du patrimoine, et également sur les patrimoines, selon un barème progressif.

L'UNIRS estime que le droit à une prise en charge de la perte d'autonomie devrait être ouvert à tous et toutes. Cette «universalité» conduit, en contrepartie, à faire appel à tous les revenus, et pas seulement aux salaires. La question de la dépendance n'est pas liée à l'emploi, et encore moins à la seule activité salariée. La question de la dépendance est liée à la vie de chacune et de chacun.

Ce financement serait destiné à financer les besoins d'aide et d'assistance de tous les handicaps. Il n'y aurait bien entendu plus de recours ultérieur au patrimoine des personnes ou des familles puisque ces patrimoines auront déjà été sollicités lors du paiement des cotisations. Ce financement obligatoire et universel remplacerait et améliorerait les financements divers actuels, qui seraient donc supprimés (comme la contribution de solidarité autonomie –le lundi de Pentecôte– qui serait supprimée). Il ne s'agirait donc pas d'un impôt qui serait affecté au budget de l'Etat, mais d'une cotisation sociale, affectée à cette cinquième branche. L'affectation particulière permettrait à tous les cotisants de mieux «lire» l'utilité de leur cotisation.

Les services et les prestations à domicile comme en hébergement seraient assurés par de nouveaux services publics, probablement territoriaux, à imaginer. Le financement universel et National devrait assurer une égalité territoriale dans les réponses apportées.

VERS un nouvel affrontement :

Le gouvernement se lance donc sur ce nouveau dossier, après un conflit majeur sur les retraites duquel il est sorti affaibli politiquement, mais où il a pu continuer de marquer des avancées en faveur des intérêts de la finance.

En ce qui concerne le dossier de la dépendance, le conflit idéologique sera aussi majeur, car il s'agit bien pour le gouvernement d'offrir aux assureurs le marché d'une 5^e branche de la Sécurité sociale. Le groupe de pression des assureurs sera entier, d'autant plus que certains s'y sont déjà préparés, comme Axa, et que d'autres ont leurs entrées au Pouvoir, avec Guillaume Sarkozy, président du groupe Malakof Méderic.

L'artillerie lourde médiatique nous sera encore sortie, avec le « coût » des personnes âgées, l'aspect insupportable des cotisations sociales et des impôts (comme si les contrats obligatoires auprès des compagnies d'assurances privées étaient gratuits !). Des sondages d'opinion vont nous être servis pour nous dire ce que nous devons penser. Des exemples de ce qui se fait à l'étranger pourront là aussi être imaginés. Il nous faudra, de façon la plus large possible, avec des associations et des professionnels, mener la bataille idéologique sur la solidarité. C'est tout de même l'idée qui est revenue au premier plan avec le conflit sur les retraites.

INSUPPORTABLES LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS A LA DGFIP

Un exemple, le service des hypothèques :

Depuis 1984 qui a vu une première vague de suppressions d'emplois dans notre administration, chaque année les services subissent des pertes d'emplois qui rendent de plus en plus difficile l'exercice des missions dans des conditions indignes d'un service public de qualité au service d'une meilleure justice fiscale. Les charges s'accroissent, les conditions de travail se détériorent tout cela masqué par une gestion de l'apparence grâce à des statistiques, à des indicateurs, toujours plus nombreux.

«Justifiées» dans un premier temps par les gains de productivité liés à l'informatique, c'est aujourd'hui la nécessité de faire des économies budgétaires qui sert de prétexte au gouvernement.

Ainsi dans les services des hypothèques et dans le cadre des contrats d'objectifs signés par plusieurs Directeurs Généraux avec les Ministres successifs, le coût budgétaire de l'informatisation FIDGI a été précisément évalué en francs et en euros et traduit en suppression d'emplois qui ont compensé cet investissement. Cette opération terminée depuis 2 ans n'a pas pour autant fait cesser les suppressions d'emplois qui aujourd'hui n'ont plus rien à voir avec des gains de productivité mais qui sont purement le résultat de choix politiques. C'est donc comme dans de nombreux autres services la double peine qui est appliquée aux hypothèques.

Depuis plusieurs années à la tête de l'AMC (« amicale des conservateurs) le toujours Président actuel, après avoir à chaque Assemblée Générale prononcé un discours devant le DG relevant plus de la DPA (examen des résultats positifs des travaux effectués dans les CH, analyse des gains de productivité et des marges de manœuvre possibles !!!) a, pour la première fois cette année, dénoncé les suppressions d'emplois !!! A noter toutefois que ce même président s'entête à demander le resserrement du réseau et ce sans tenir compte du maillage territorial pour les usagers ni des conséquences pour les agents qui devraient changer de résidence dans la plupart des cas. Outre le fait que ce n'est pas le rôle de l'AMC de faire ce type de proposition, cette demande démontre l'absence totale de réflexion plus large sur le maintien des sites avec la mise en place de pôles patrimoniaux.

Lors de cette toute récente AG un conservateur des hypothèques est intervenu pour expliquer au DG, M Parini, qu'il y a 4 ans il y avait plus de 60 Agents dans sa CH alors qu'aujourd'hui il n'en restait qu'une trentaine !!! Et que bientôt son service serait à plus de 150 Jours de retard !!! Ce qui était inacceptable pour le service public, pour les usagers et qui était vécu de façon très négative par les agents eux même.

Par ailleurs il faut remarquer qu'il y a quelques années la DG avait justifié sa nouvelle manière de rémunérer les Conservateurs en mettant en place la rémunération au service fait (alors que sa responsabilité est engagée dès le dépôt de l'acte) en certifiant que cela permettrait de sauver le grade de conservateur des hypothèques et que cela améliorerait le service rendu à l'usager !!!

Les brèves d'AGEANOFISC ...

CANTONNA ET LES BANQUES.

Cela a rajeuni Agéanofisc. En effet Inspecteur élève en 1974, l'administration obligeait tous les stagiaires à ouvrir un compte à la TG du Puy de dôme à Clermont-Ferrand sur lequel elle leur versait leur traitement. Comme de très nombreuses promotions, sa promotion s'était lancée dans des actions de grève sur des problèmes de structure de la scolarité et sur le contrôle des connaissances et de boycott des « colles ».Le Directeur de l'ENI se mettait d'accord avec le TPG pour retenir les journées de grève le mois même, ce qui était contraire à toutes les pratiques de retenue qui se faisaient le mois suivant, voir étalées sur plusieurs mois.

Face à cette décision, l'assemblée générale des grévistes qui représentaient plus de 90% de la promotion décidait que chaque inspecteur élève aille retirer la presque totalité de son argent à la TG de Clermont. C'est donc en cortège que les plus de 400 IE se sont rendus à la TG où les attendait un bataillon de policiers qui barraient l'accès aux locaux et protégeaient le TPG. Après négociations c'est par groupe de 5 ou 6 qu'il était permis de rentrer pour retirer son argent, ce qui fut fait par tous !!!

Le représentant du SNUI demandait alors de prendre la parole dans les locaux auprès des agents de la TG pour les assurer que nous avons conscience de la gêne et du travail que cela leur avait procuré et pour leur exposer les motifs de cette action. Il en fut violemment empêché par le TPG accompagné du Commissaire de police.

La télévision régionale avertie par nos soins était présente et rendait compte de cette action originale dans son édition du soir. Internet et même le minitel n'existaient pas !!

Les Banques, la crise, l'Euro ... L'austérité pour toujours les mêmes

Ce n'est pas très original mais il faut le dire et le redire Agéanofisc trouve scandaleux qu'après avoir été sauvées par les Etats, les banques aujourd'hui spéculent pour ruiner ces Etats et les obliger à mettre en place des plans d'austérité draconiens qui pénalisent fortement les salariés, les services publics. Comme il trouve tout aussi scandaleux que la banque centrale européenne prête au taux dérisoire de 2,5% de l'argent à ces mêmes banques qui se servent de cet argent pour le prêter à 8,5% à la Grèce, à l'Irlande. !!!!

PETITES PHRASES DE NOS HOMMES POLITIQUES

Si les lapsus comme on dit sont révélateurs et Rachida Dati et Brice Hortefeux on fait fort ces dernières semaines, les petites phrases conscientes ou inconscientes n'en sont pas moins révélatrices de l'état d'esprit de celui ou celle qui les a prononcées.

Voici un petit échantillon toute tendance politique confondue.

En fin d'année, il faut bien se divertir un peu après tout ce qui nous est tombé sur la tête en 2010.

« Je me demande si l'on n'en a pas trop fait pour les obsèques de François Mitterrand. Je ne me souviens pas qu'on en ait fait autant pour Giscard. » (André Santini).

"Il est plus facile de céder son siège à une femme dans l'autobus qu'à l'Assemblée nationale" (Laurent Fabius).

Patrick Balkany, député-maire UMP de Levallois-Perret : **"Je suis l'homme le plus honnête du monde."**

"Si Bush et Thatcher avaient eu un enfant ensemble, ils l'auraient appelé Sarkozy" (Robert Hue).

Eva Joly, députée européenne (Europe Ecologie) : **"Je connais bien Dominique Strauss-Kahn : je l'ai mis en examen."**

"Le pétrole est une ressource inépuisable qui va se faire de plus en plus rare" (Dominique de Villepin).

Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères : **"J'ai bien pensé à démissionner, mais je n'ai pas voulu désertier."**

Jean-François Copé, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale : **"Tu as prévu de filer les clés de l'UMP à Xavier Bertrand ; tu devrais en garder un double"**.

Ségolène Royal, présidente PS de la région Poitou-Charentes : **"C'est moi qui maîtrise la rareté de ma parole politique, pour dire des choses intelligentes quand j'ai besoin de les dire."**

Claude Guéant, secrétaire général de l'Élysée : **"Je veux bien qu'on fasse un remaniement, mais on manque de stock ».**

Rachida Dati, députée européenne UMP : **"Je n'ai jamais cherché à attirer l'attention des médias."**

François Goulard, député-maire UMP de Vannes, pour sa déclaration : **"François Fillon a tellement de qualités qu'il mériterait d'être premier ministre."**

Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale et porte-parole du gouvernement : **"Le chef de l'Etat appelle parfois Brice Hortefeux pour ne rien lui dire. C'est la preuve de la qualité de leurs relations "**.

Guillaume Bachelay, secrétaire national à l'industrie du PS : **« La présidentielle, Hollande y pense en nous rasant ».**

Roselyne Bachelot, Ministre de la Santé après la victoire des handballeurs français aux Championnats du Monde : **« Dans les vestiaires, nous n'avions qu'un mot : énorme ! ».**

"J'étais partisan du non, mais face à la montée du non, je vote oui" (Manuel Valls).

Christine Lagarde, Ministre de l'Economie, à qui l'on suggère de devenir Commissaire Européen : **« Pourquoi pas entraîneur du PSG ? ».**

Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier Ministre : **« Le tour de taille n'est pas un handicap au Sénat »**

Dernière minute :

« 1 jour de neige à Paris, il n'y aura pas de pagaille » Brice Hortefeux

NDLR : Pour la neige **« quand il y en a un centimètre ça va, mais c'est quand il y en a plusieurs que cela pose problème !!!! ».**